



Blocus ferroviaire et réactions réactionnaires

Par [Marc-André Cyr](#)

Mondialisation.ca, 22 février 2020

[Le Devoir \(Opinion\)](#) 21 février 2020

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#), [Histoire](#), [société et culture](#), [Loi et Justice](#)

Les Autochtones dérangent. « 300 trains annulés ». « Économie en péril ». « Prise d'otage ». « 63 000 passagers touchés ». On connaît la chanson. C'est un air populaire.

Les copains du statu quo ont bien compris la stratégie élaborée par le père des relations publiques, Edward Bernays, qui soutenait, au début du XXe siècle, qu'il valait mieux parler des conséquences de la contestation que des causes de celle-ci.

Parler d'anthropologie ? D'histoire ? D'économie ? De relations industrielles ? Tout cela est fort monotone. Entre deux pauses publicitaires, le temps file à grande vitesse. Mieux vaut s'en tenir aux bouchons de circulation, aux témoignages des citoyens en colère et aux prises de bec anecdotiques.

De cette manière, l'État et ses sbires peuvent prétendre défendre « monsieur et madame Tout-le-Monde » face aux « méchants contestataires » qui les bloquent dans le trafic ou les agacent de leurs cris d'indignation. Les quelque 100 ans de cette stratégie médiatique ont bien démontré son efficacité. Elle permet à ceux qui tirent les ficelles de rester tapis dans l'ombre alors que les citoyens se braquent les uns contre les autres. On a ainsi l'impression que les Autochtones s'opposent aux Québécois et aux Canadiens et non aux compagnies et à l'État qui désirent encore une fois spolier leurs terres.

Mais il y a pire. Pour l'idéologie conservatrice, nier une part du réel pour qu'il cadre avec le dogme dominant, ce n'est pas assez. La volonté de maîtriser totalement le débat n'a manifestement plus de frontières, surtout pas celles de la décence, et encore moins de l'intelligence. En ces temps de crises qui sont les nôtres, il faut tout mettre à l'envers. Les riches et les pauvres, les travailleurs et les patrons, le Nord et le Sud !

C'est ainsi qu'[Andrew Scheer](#), le chef du [Parti conservateur du Canada](#), affirme que les Autochtones devraient « vérifier leurs privilèges ». C'est également ainsi que Mario Dumont — cet ancien chef de l'opposition transfiguré en vedette médiatique — affirme que les Autochtones font partie d'une catégorie privilégiée de citoyens.

Autrement dit, les victimes de quelque 500 ans de colonialisme n'ayant parfois même pas accès à l'eau potable, les victimes d'un génocide culturel vivant avec un chômage en moyenne trois fois plus élevé qu'ailleurs au Canada, bref, les victimes du colonialisme seraient donc « privilégiées » puisqu'elles pourraient bloquer des trains sans représailles. Décidément, les « privilèges » ne sont plus ceux d'autrefois...

Face à ces contestataires, comme par magie, les intérêts du peuple ne feraient qu'un avec ceux des compagnies. La croissance, l'emploi, la stabilité, le respect de la loi : ne sont-ce

pas là des valeurs partagées par tout citoyen canadien raisonnable ?

Le renversement est spectaculaire. Selon le registre du lobbying canadien, la compagnie à la tête de ce projet contesté, TC Énergie, aurait rencontré des agents du gouvernement à 113 reprises depuis 2005. Teck Resources Limited, qui met en avant de projet d'exploitation de sables bitumineux, aurait quant à elle discuté avec des agents du gouvernement à 384 reprises depuis 10 ans.

Aux yeux de la réaction, ces compagnies seraient pourtant du côté de l'économie, de la justice et du « gros bon sens » populaire qu'elle prétend incarner. Contrairement aux contestataires, elles respectent la loi et ne dérangent personne ! Elles ne bloquent pas le passage des trains. Pas besoin, elles ont des amis puissants. C'est plus efficace. Plus propre.

La paix sociale revendique que les intérêts des dirigeants politiques et économiques soient considérés comme des valeurs universelles, surtout par ceux qui en font les frais. Après tout, polluer la terre et le ciel, c'est légal. Même sous un gouvernement qui se prétend écologiste. Et au bout du compte, spolier les terres des nations colonisées, c'est légitime. Même en ces temps de prétendues réconciliations.

Marc-André Cyr

Historien politique

La source originale de cet article est [Le Devoir \(Opinion\)](#)

Copyright © [Marc-André Cyr](#), [Le Devoir \(Opinion\)](#), 2020

Articles Par : **[Marc-André Cyr](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca